



VILLE D'ANDENNE

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SEANCE DU 04/11/2019 :

Présent(e)s :

M. Claude EERDEKENS, Bourgmestre
MM. Vincent SAMPAOLI, Benjamin COSTANTINI, Guy HAVELANGE, Françoise LEONARD et Elisabeth MALISOUX, Echevins ;

MM. Sandrine CRUSPIN, ~~Christian BADOT~~, Marie-Christine MAUGUIT, Etienne SERMON, Rose SIMON-CASTELLAN, Philippe MATTART, Philippe RASQUIN, Kévin PIRARD, Christian MATTART, Françoise TARPATAKI, Florence HALLEUX, Martine DIEUDONNE-OLIVIER, Cassandra LUONGO, Jawad TAFRATA, Kévin GOOSSENS, Caroline LOMBA, ~~Emmanuelle JACQUES-STORME~~, Christine BODART, Marie-Luce SERESSIA, Natacha FRANCOIS, Gwendoline WILLIQUET, Damien LOUIS et Hugues DOUMONT, Conseillers communaux ;

M. Ronald Gossiaux, Directeur général

Présidence pour ce point : M. Philippe RASQUIN

4.9.24. Redevance sur l'enlèvement de tags et graffitis.

Le Conseil, en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution qui consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, spécialement ses articles L 1122-10 § 2, L 1122-20, L 1122-26 alinéa 1er, L 1122-30, L1124-40, L 1132-3, L 1133-1 et 2, et L3111-1 à L3151-1 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne ;

Vu le décret du Conseil Régional Wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des redevances communales ;

Vu l'ordonnance de police administrative générale concernant la collecte des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages et des déchets y assimilés et plus précisément l'article concernant l'apposition de tags et/ou graffitis ;

Vu la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne à l'exception des communes et des CPAS relevant de la Communauté germanophone pour l'année 2020 ;

Vu la communication du dossier en date du 16 octobre 2019 à la Directrice financière conformément au Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et l'avis de légalité rendu par le Directeur financier f.f. en date du 25 octobre 2019 dans les termes suivants :

« Il ressort de l'analyse des règlements qui ont été soumis à mon examen que ces derniers ont été élaborés :

- *en concertation avec les services respectifs concernés par ces matières ;*
- *en concertation avec le Service juridique de la Ville d'Andenne ;*
- *en concertation avec le Collège ;*
- *sur base des modèles établis et/ou conseillés par le SPW et/ou l'UVCW ;*

- sur base des recommandations de la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne pour l'année 2020 ;
- sur base d'avis sollicités directement auprès de la Tutelle ;
- sur base des lois et décrets en vigueur ainsi que sur base de la récente jurisprudence dans des matières bien spécifiques.

Sur base de ce qui précède, mon avis est favorable. »

Considérant que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions de pouvoir public ;

Sur la proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

ARRETE PAR 19 OUI ET 8 ABSTENTIONS :

Article 1er :

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2020 à 2025, une redevance pour l'enlèvement de tags et graffitis par l'Administration communale ou par une entreprise privée désignée par celle-ci.

Cette redevance est d'application lorsque ni les auteurs identifiés des tags ou graffitis ni le propriétaire de l'immeuble souillé, après deux mises en demeure, n'ont procédé à leur enlèvement.

Article 2 :

La redevance est due par l'auteur des tags ou graffitis ou à défaut d'identification de celui-ci, par le propriétaire de l'immeuble souillé.

Article 3 :

§1^{er} : Si l'enlèvement des tags ou graffitis est effectué par l'Administration communale, le montant de la redevance est égal au montant des frais engagés (au prix coûtant) par celle-ci :

Dans le présent règlement, est défini comme personnel « cadre » :

- le Chef de Service ;
- l'Attaché Spécifique ;
- les Agents Techniques en Chef.

Les travailleurs ne ressortissant pas de la définition susvisée sont considérés comme « ouvriers ».

- Tarif horaire du personnel « cadre » :

- pendant les jours et heures ouvrables : **40,00 € / heure** et par travailleur ;
- pendant les jours ou heures non ouvrables : **80,00 € / heure** et par travailleur ;

On entend par : « jours ouvrables » : tous les jours de la semaine sauf les samedis, dimanches et jours fériés ; « heures ouvrables » : de 8h00 à 18h00.

Toute heure commencée est intégralement due.

- Tarif horaire ouvrier:

- pendant les jours et heures ouvrables : **25,00 € / heure** et par travailleur ;
- pendant les jours ou heures non ouvrables : **50,00 € / heure** et par travailleur ;

On entend par : « jours ouvrables » : tous les jours de la semaine sauf les samedis, dimanches et jours fériés ; « heures ouvrables » : de 7h30 à 15h30.

Toute heure commencée est intégralement due;

- Mise à disposition d'un véhicule communal:

- **30,00 € / heure** - voiture et camionnette ;
- **50,00 € / heure** - camion ;
- **75,00 € / heure** - camion grappin ;
- **100,00 € / heure** - camion brosse - hydrocureuse - tractopelle - tracteur débroussailleuse - télescopique.

Toute heure commencée est intégralement due;

- Frais de matériel spécialisé :

- **aérogommeuse : 105,00 € / jour** et **billes d'aérogommage : 3,00 € / kg** ;
- **nettoyeur haute pression : 100,00 € / jour** ;

L'eau et l'électricité sont mises à disposition par le propriétaire de l'immeuble souillé ; à défaut, elles seront facturées comme suit :

- **location d'un groupe électrogène : 60,00 € / jour** ;
- **citerne à eau : 20,00 € / jour** ;
- **eau : 2,00 € / m³** ;

Tout jour commencé est intégralement dû.

- Frais de km :

- **0,50 € / km**

- Produits divers de nettoyage : prix coûtant ;

Dans le cas où il serait matériellement impossible d'enlever un tag ou un graffiti sans endommager son support, la surface souillée sera remise en état avec de la **peinture ou tout autre produit adéquat : prix coûtant**.

§2 : Si l'enlèvement des tags ou graffitis est effectué par une **entreprise privée** désignée par l'Administration communale, le montant de la redevance est égal aux **frais facturés au prix coûtant** par cette entreprise.

Article 4 :

La redevance est payable dans les 30 jours à dater de l'envoi de la facture et ce, par versement au compte ouvert au nom de la Ville d'Andenne BE81 0000 0194 2424 ou directement au guichet de la recette communale, Place du Chapitre 7 à 5300 Andenne contre remise d'une quittance.

Article 5 :

En cas de réclamation, celle-ci doit être introduite par écrit auprès du Service des Finances, Place du Chapitre 7 à 5300 Andenne.

Pour être recevables, les réclamations doivent être motivées et introduites dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 6 :

En cas de non-paiement comme stipulé à l'article 4 et à l'issue de la procédure de recouvrement amiable, pour autant que le Collège communal ait statué sur une éventuelle réclamation, une contrainte non fiscale sera délivrée conformément à l'article L1124-40 §1^{er} du CDLD.

Les poursuites seront entamées par voie d'huissier de justice à la requête de la Directrice financière et ce, après envoi d'une mise en demeure par recommandé.

Les frais de la mise en demeure par recommandé au prix coûtant ainsi que les frais du recouvrement forcé seront entièrement à charge du débiteur.

Le redevable pourra introduire un recours contre cette contrainte mais uniquement dans les formes et délais prévus par l'article L1124-40 § 1^{er} du CDLD.

Dans l'éventualité où une contrainte ne pourrait être délivrée, le redevable sera cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Les tribunaux de Namur sont seuls compétents en cas de citation du redevable ou pour toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non fiscale.

Article 7 :

La présente délibération, accompagnée de l'avis de légalité, sera transmise dans les 15 jours de son adoption, au Gouvernement Wallon, aux fins d'exercice de la tutelle spéciale d'approbation conformément au Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Une fois le présent règlement approuvé, il sera publié conformément aux articles L 1133-1 et L 1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Il deviendra applicable le premier jour du mois suivant sa publication par voie d'affichage et remplacera, à partir de ce moment, celui relatif au même objet adopté par le Conseil communal en date du 24 janvier 2013.

La décision de la Tutelle sera communiquée par le Collège communal au Conseil communal et à la Directrice financière conformément aux dispositions de l'article 4 du règlement général sur la comptabilité communale.

Ainsi fait en séance à ANDENNE, date que d'autre part.

PAR LE CONSEIL,

LE DIRECTEUR GENERAL,

R. GOSSIAUX



POUR EXTRAIT CONFORME,

LE PRESIDENT,

P. RASQUIN

LE DIRECTEUR GENERAL,

R. GOSSIAUX

LE BOURGMESTRE,

G. EERDEKENS